

*Affaires courantes*

## LA PAUVRETÉ

**Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam):** Monsieur le Président, les autres pétitions concernent les femmes et les personnes âgées vivant dans la pauvreté.

Comme vous le savez, monsieur le Président, 50 p. 100 des femmes canadiennes qui produisent une déclaration d'impôt ont un revenu inférieur à 10 000 \$, contre 23 p. 100 seulement des hommes.

Les pétitionnaires, en l'occurrence, demandent au gouvernement d'implanter un régime fiscal qui soit plus simple et plus équitable pour les Canadiens moyens, tout particulièrement pour ceux qui sont pauvres et pour les femmes âgées. Monsieur le Président, j'ai une autre pétition concernant les personnes âgées qui vivent dans la pauvreté. Étant donné que 60 p. 100 des femmes de 65 ans et plus vivent sous le seuil de la pauvreté, les pétitionnaires demandent au gouvernement de réformer notre régime public de pensions de façon que toutes les femmes, qu'elles aient ou non été des salariées, reçoivent des pensions qui leur permettent de vivre dans la dignité et de participer pleinement à la société.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Jerry Pickard (Essex—Kent):** Monsieur le Président, je présente, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition signée par des gens qui s'opposent catégoriquement à la taxation des livres et des publications. Taxer ces articles ne peut que causer de graves problèmes aux éditeurs canadiens qui sont en concurrence avec ceux d'autres pays. Nous savons bien que ce genre de concurrence n'est pas à l'avantage du Canada ni des lecteurs. Il me semble que c'est un fardeau que nous avons toujours essayé d'alléger au moyen de l'exonération de taxe.

La taxe sur les produits et services, dans ce cas-ci, fera beaucoup de tort à l'éducation, aux programmes nationaux et à la diffusion de l'information.

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver—Est):** Monsieur le Président, je voudrais aussi présenter, conformément à l'article 36, une importante pétition provenant d'habitants d'un bon nombre de petites villes du sud de l'Ontario comme Brantford, Hamilton, Simcoe et Thorold. Ces Canadiens exigent que le gouvernement renonce à la taxe sur les produits et services. Ils réclament un régime fiscal beaucoup plus efficace comportant un impôt minimum pour les particuliers et les sociétés riches. Ils disent aussi qu'il doit y avoir un consensus général sur une mesure fiscale qui remplacerait efficacement la taxe sur les ventes des fabricants, mais ils ne veulent pas de cette

taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de renoncer à la taxe sur les produits et services et d'instituer un régime fiscal progressiste.

• (1140)

**M. Tom Wappel (Scarborough—Ouest):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir et le devoir de prendre la parole aujourd'hui pour présenter deux pétitions certifiées conformes quant à la forme et au contenu. Toutes les deux sont signées de citoyens du Canada habitant la région d'Ottawa.

Ces deux pétitions portent sur la taxe sur les produits et services, et plus particulièrement sur un aspect précis, la taxation des livres pour la première fois dans notre histoire. Les livres, les magazines et les journaux ont toujours été taxés à ce que l'on appelle un taux nul. Maintenant, en vertu de la TPS, le gouvernement propose de taxer ces articles.

Par suite, ces citoyens canadiens demandent au Parlement de faire en sorte que l'on respecte le principe historique qui veut que l'on ne taxe pas les livres, les magazines et la littérature, et de s'assurer que la loi sur la TPS les exclut.

[Français]

**M. Peter Milliken (Kingston et les Îles):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plusieurs électeurs d'ici, à Ottawa, qui sont opposés à la TPS. Ces Canadiens sont particulièrement concernés à cause de la proposition du gouvernement d'imposer cette taxe sur les mots imprimés et sur les livres qui sont très importants dans un État démocratique.

[Traduction]

Ces pétitionnaires, comme beaucoup d'autres, sont abasourdis de voir que le gouvernement persiste à vouloir imposer cette taxe alors que tant de millions de Canadiens ont fait connaître leur opposition et signé des pétitions comme celle-ci pour le faire savoir.

## LA GESTION DE L'OFFRE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

**M. Peter Milliken (Kingston et les Îles):** La deuxième pétition porte sur un autre sujet. Elle est signée par un certain nombre d'électeurs de ma circonscription de Kingston et les Îles et de la région avoisinante représentée par le député de Hastings—Frontenac—Lennox et Addington. Ce dernier appuie un gouvernement qui se propose de brader le système canadien de distribution et d'approvisionnement des producteurs de lait et de volaille.